



## UNION SNUI - SUD Trésor

80 / 82 rue de Montreuil

75011 PARIS

01 44 64 64 08

### Communiqué de presse

Paris, le 30 Juin 2009

## Budget, fiscalité, plan de relance : une situation préoccupante...

*L'emprunt alimente le débat sur les moyens de sortir de la crise et sur les finances publiques.* Il est censé combler un écart croissant et préoccupant entre dépenses et recettes.

*La question des dépenses est régulièrement évoquée* surtout pour tenter de justifier la poursuite de la réduction de l'action publique et des emplois publics. *Le plan de relance participe également de cette hausse des dépenses.* Ce plan vise notamment à accélérer le remboursement par l'Etat aux entreprises de ses dettes (11,5 milliards d'euros sur les 26 milliards annoncés). Aujourd'hui, *l'Etat s'est substitué en partie aux banques dans l'injection de liquidités, et il est plus que probable que le seuil des 11,5 milliards d'euros soit largement dépassé.* Il est normal que l'Etat rembourse ce qu'il doit, mais la question de la faiblesse du contrôle des demandes de remboursement est toutefois posée. Le Ministre a fixé comme priorité la rapidité des remboursements. Compte tenu du pilotage des missions et de la réduction des moyens humains, le contrôle, contrepartie naturelle du système déclaratif, tend à s'affaiblir. Or, on sait que parmi les divers schémas de fraude à la TVA figurent les crédits de TVA injustifiés. Tous les crédits de TVA ne sont certes pas frauduleux mais dans les demandes de remboursement de crédit de TVA de la période, des abus ont été constatés. Pour quelques abus détectés, combien se faufilent et donnent lieu à remboursement au frais de la collectivité ? *L'administration fiscale est-elle seulement en mesure de détecter cette fraude qui se développe à l'ombre de la crise et du plan de relance ?* Il est urgent de repenser l'application de ce plan et de rétablir un contrôle visant à détecter la fraude qui trouve là aussi des moyens de se développer.

*Si l'Etat lance un emprunt, c'est aussi parce qu'il a un problème de recettes fiscales,* du fait de la crise certes mais aussi du fait des choix fiscaux antérieurs. Les allègements d'impôt sur le revenu intervenus depuis 2000 (baisse des taux du barème décidée entre 2000 et 2004 et réduction du nombre de tranches décidée en 2005) représentent un manque à gagner considérable pour le budget de l'Etat. La multiplication des niches fiscales et des mesures dérogatoires (notamment en matière d'épargne) en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune par exemple, et, dernièrement, la loi dite « tepa », ont porté de rudes « coûts » au budget de l'Etat. Le total de ces mesures représente un manque à gagner largement supérieur à celui provoqué par la crise.

En effet, selon la Cour des comptes, en 2008, la loi « tepa » (le paquet fiscal) représente un manque à gagner important (6,5 milliards) alors que *« l'effet de conjoncture serait au plus de 4 milliards d'euros »*. Pour 2009, la Cour prévoit un impact de la crise de 5,7 milliards. Autrement dit, *la crise n'est pas la seule cause de la dégradation des finances publiques.* Pour autant, le gouvernement demeure droit dans ses bottes et ne modifie pas ses orientations fiscales. Il est en effet curieux de voir que le seul instrument fiscal qui soit débattu dans la période est la «taxe carbone», alors que sa création était déjà débattue avant la crise.

*Or, poser la question de la voie de l'amélioration des finances publiques ne peut esquiver celle des recettes :* en la matière, il y a beaucoup à faire. *Supprimer le bouclier fiscal s'impose, mais pas seulement.* Elargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu, refonte de l'imposition du patrimoine, instauration d'une véritable fiscalité écologique, réduction du poids et du nombre des niches fiscales tous impôts confondus, instauration d'un impôt local économique remplaçant la taxe professionnelle (assis sur la valeur ajoutée et le foncier des entreprises), rénovation de l'assiette de la taxe d'habitation et de la taxe foncière, meilleure lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, *c'est un véritable « big bang fiscal » qu'il faut impulser.*